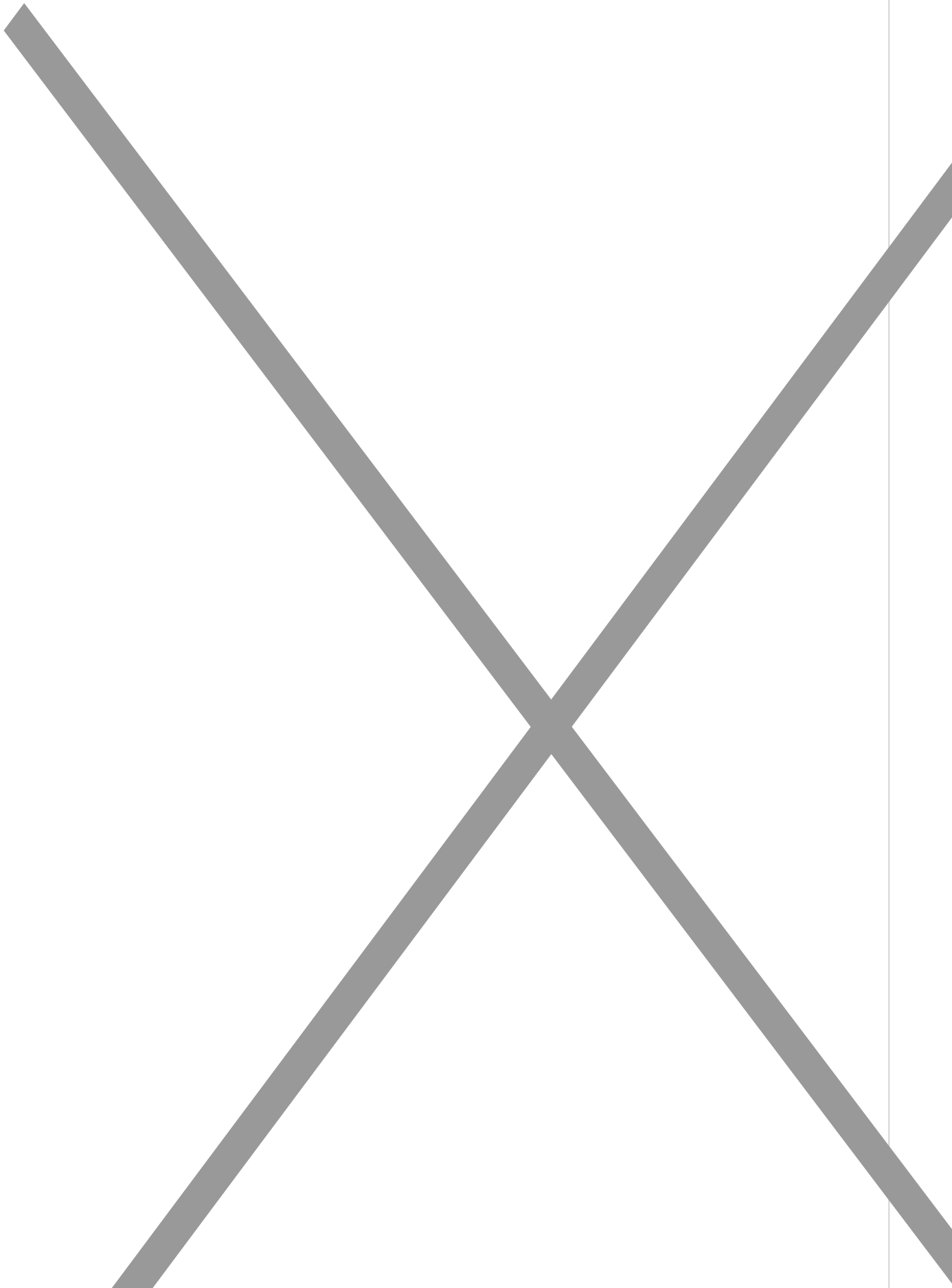


Ils ont été invités à partir et sont maintenant menacés d'un retour impératif.

Image not found or type unknown



Auteur : Roberto Morejón

Cubains, Haïtiens, Nicaraguayens et Vénézuéliens couverts par la soi-disant liberté conditionnelle humanitaire ont rejoint le nombre croissant de migrants aux États-Unis, menacés d'expulsions abruptes.

L'administration Donald Trump-Elon Musk, embarquée dans un programme colossal de réduction des dépenses, de fermetures d'entités et d'organisations humanitaires, a officialisé la fin des permis pour les nationalités ciblées.

D'un seul coup, ils ont supprimé un permis d'immigration qui permettait à entre 350 000 et 530 000 Cubains, Haïtiens, Nicaraguayens et Vénézuéliens de résider et de travailler pendant au moins deux ans aux États-Unis.

Les personnes qui ont bénéficié de cette autorisation sous l'administration de Joseph Biden et qui n'ont pas demandé d'autres mesures d'aide à l'immigration doivent quitter les États-Unis d'ici le 24 avril, sous peine de subir des raids et d'être emprisonnées.

Ceux qui ne trouveront pas de refuge se retrouveront dans les gants de velours des agents de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement), même s'ils disposent d'un permis de travail.

Pour les Cubains, la situation est aussi contraignante qu'incohérente car nombre d'entre eux ont vendu des biens et des actifs pour financer leur voyage.

Ils l'ont fait poussés par le durcissement du blocus américain, un durcissement initié par Donald Trump lors de son premier mandat.

Il s'est plié à l'extrême droite de Miami et à des personnages comme Marco Rubio et Mauricio Claver-Carone, architectes des décisions prises à l'époque à la Maison Blanche.

Les difficultés résultant du resserrement du siège ont incité des milliers de Cubains à tenter leur chance grâce à la libération conditionnelle, mais Trump et Rubio leur ont claqué la porte au nez.

En un peu plus de deux mois, Rubio a dressé une longue liste de sanctions contre Cuba.

De la réinscription de la nation caribéenne sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme, à la réintégration des entités cubaines soumises à des restrictions, en passant par la réactivation du titre III de la loi Helms-Burton, voici quelques-uns des fers de lance de cette liste.

Le département d'État américain a également suspendu la licence permettant d'envoyer des fonds à une entreprise autorisée et a renforcé l'octroi de visas aux personnes liées à des contrats de travail pour des médecins cubains à l'étranger.

Les experts ont averti que d'autres mesures sont en préparation, dans ce qui est interprété comme une croisade macabre visant à couper toutes les voies de survie des Cubains.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/379726-ils-ont-ete-invites-a-partir-et-sont-maintenant-menaces-dun-retour-imperatif>



Radio Habana Cuba